

## « Manger autrement » dans le cadre de la transition agro-écologique

Vers un système local de production et de consommation pour sécuriser l'alimentation en Guadeloupe ?

*Eating differently in the context of the agro-ecological transition: towards a local production and consumption system to secure food in Guadeloupe?*

Valérie Angeon et Émilie Barraud

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/socio-anthropologie/5388>

DOI : 10.4000/socio-anthropologie.5388

ISSN : 1773-018X

### Éditeur

Éditions de la Sorbonne

### Édition imprimée

Date de publication : 27 juin 2019

Pagination : 115-128

ISBN : 979-10-351-0319-4

ISSN : 1276-8707

Ce document vous est offert par INRA Institut National de la Recherche Agronomique



### Référence électronique

Valérie Angeon et Émilie Barraud, « « Manger autrement » dans le cadre de la transition agro-écologique », *Socio-anthropologie* [En ligne], 39 | 2019, mis en ligne le 27 mai 2019, consulté le 23 août 2019. URL : <http://journals.openedition.org/socio-anthropologie/5388> ; DOI : 10.4000/socio-anthropologie.5388

---



*Socio-Anthropologie* est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

# « Manger autrement » dans le cadre de la transition agro-écologique

## Vers un système local de production et de consommation pour sécuriser l'alimentation en Guadeloupe ?

VALÉRIE ANGEON ET ÉMILIE BARRAUD

### Résumé

Cet article propose une réflexion sur la territorialisation de l'alimentation dans le cadre de la transition agro-écologique. Une étude de cas en Guadeloupe (un projet de création d'une usine d'agro-transformation visant à sécuriser l'alimentation) permet d'analyser les systèmes de représentations du premier cercle d'acteurs concernés par ce dispositif d'action publique : des agriculteurs et des acteurs institutionnels. Les résultats montrent que ces représentations sont difficilement conciliables et risquent de conduire à des mécanismes d'exclusion sociale et de non écologisation de l'agriculture.

*Mots-clés : systèmes alimentaires, sécurité alimentaire, produits locaux, acteurs, territoire*

### Abstract

This article deals with food territorialization process in the context of the agro-ecological transition. From an empirical investigation based on a case study in Guadeloupe (creation of an agro-processing factory in order to secure food), we analyze the representations and values of a range of stakeholders: farmers and institutional actors. The results show that these representations and values systems are difficult to reconcile and may lead not only to mechanisms of social exclusion but also to the non-ecologisation of agriculture.

*Keywords: food systems, food security, local products, stakeholders, territory*

*Cet article a bénéficié du soutien du projet AgroEcoDiv financé par l'Union européenne et la région Guadeloupe. Les auteurs remercient Louis Fährasmann pour sa relecture d'une version préliminaire de ce texte, les rapporteurs ainsi qu'Olivier Crevoisier pour leurs remarques avisées.*

En France, et plus généralement dans les pays du Nord, les initiatives de valorisation de la production et de l'alimentation locales se sont largement développées ces vingt dernières années. Il s'agit, en réalité, d'une redécouverte de systèmes locaux de production et de consommation qui existaient bien avant l'accélération, dans la seconde moitié du *xx<sup>e</sup>* siècle, du processus de globalisation (Morgan *et al.*, 2006 ; Aubry et Chiffolleau, 2009). Se traduisant par une plus forte intégration et libéralisation des marchés, la globalisation a contribué à standardiser à la fois les normes de production et de consommation, en homogénéisant les pratiques, les produits et les prix, en gommant les distinctions d'origine et les particularismes locaux. Les avatars de ce régime de production et de consommation dominant, aujourd'hui décriés (épuisement des ressources naturelles, perte de biodiversité, pollution, baisse des rendements, insécurité alimentaire, exclusion sociale et paupérisation, etc.), appellent à son dépassement.

Dans ce contexte, la reterritorialisation de l'alimentation est considérée comme propice au déploiement de pratiques de production et de consommation alternatives (Holloway *et al.*, 2007) : écologisation de l'agriculture, création de valeur ajoutée, construction de liens sociaux, renforcement identitaire, etc. Ces pratiques, qui réhabilitent l'échelle locale, légitiment le fait de « manger autrement » pour « bien manger ». Elles s'accompagnent de nouvelles exigences qui intègrent, en particulier, dans le cadre de la transition agro-écologique (TAE), des considérations écologiques, éthiques et socioéconomiques et des enjeux d'autosuffisance alimentaire. Ainsi, « bien manger » est souvent associé à « manger local » (Fumey, 2010), résolution qui reçoit une attention croissante des politiques publiques, à travers des dispositifs de soutien à la production alimentaire locale et à son ancrage territorial. La loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et une alimentation saine et durable promulguée en France, en novembre 2018, en est un bon exemple. L'un de ses objectifs est de promouvoir une alimentation saine, sûre et durable, accessible à tous avec, d'ici 2022, 50 % de produits locaux ou sous signe d'origine et de qualité utilisés dans la restauration collective publique.

Nous nous interrogeons, dans cet article, sur les effets d'entraînement des stratégies de territorialisation de l'alimentation. En quoi le fait de manger local assure-t-il de manger sain, propre et équitable ? Quel cadre d'action publique facilite un tel processus ? Ces ambitions de reconnexion entre agriculture et alimentation font particulièrement sens aux Antilles françaises où les enjeux d'approvisionnement alimentaire sont prégnants. Avec 80 % de l'alimentation importée et une offre de production principalement tournée vers l'extérieur, la demande intérieure est insuffisamment satisfaite par la production locale qui relève pour l'essentiel de petites exploitations familiales. Ainsi, au-delà des questions de bien-être individuel et collectif

(Alkon et Agyeman, 2011) liées à la disponibilité et à l'accès aux ressources alimentaires, est plus largement soulevé le problème de la fabrique d'un modèle de développement qui marginalise les petites exploitations familiales et fragilise l'agriculture locale (Angeon et Bates, 2015). Nous cherchons alors à analyser comment une politique de reterritorialisation de l'alimentation aux Antilles françaises peut déboucher sur une dynamique vertueuse de développement.

Cet article s'intéresse aux raisons pour lesquelles les démarches de reterritorialisation de l'alimentation sont *a priori* considérées comme vertueuses. Nous avançons l'hypothèse, avec d'autres (Rastoin et Ghersi, 2010 ; Rastoin, 2015), que la construction de systèmes alimentaires territorialisés permet de mettre en cohérence un ensemble de valeurs : écologiques, éthiques, culturelles et sanitaires. Il convient alors de savoir si cette conception multivaleur des enjeux de reconnexion entre agriculture et alimentation est effectivement partagée par tous les acteurs d'un territoire et de voir quelles normes d'action peuvent en découler, ces dernières influant sur la performance du système alimentaire en émergence.

En nous saisissant d'un exemple de dispositif d'action publique de territorialisation de l'alimentation en Guadeloupe (un projet de création d'usine d'agro-transformation visant à alimenter la population à partir de ressources locales) porté par la communauté d'agglomération du Nord Grande-Terre (CANGT), nous cherchons à mettre à jour la manière dont les parties prenantes s'approprient les valeurs associées au fait de « manger autrement ». De ce point de vue, nous montrons qu'il existe des divergences entre acteurs qui alimentent des stratégies antagoniques d'organisation de la production, de la distribution et de la consommation de biens alimentaires. Ces lignes d'actions risquent de conduire à des mécanismes d'exclusion du tissu local de la petite agriculture familiale (PAF) et à ne pas garantir l'écologisation des pratiques agricoles.

Structuré en deux parties, cet article passe premièrement en revue les valeurs sous-jacentes à la notion de « manger autrement » dans le cadre de la TAE et en aborde les enjeux en Guadeloupe. Deuxièmement, en considérant le contexte créé par le projet d'usine d'agro-transformation au Nord Grande-Terre, une analyse des représentations des petits agriculteurs familiaux et des acteurs institutionnels est effectuée. Ces représentations rendent compte de la manière dont les valeurs du « manger autrement » sont mobilisées et agencées dans le système de pensée des acteurs. Elles sont appréhendées à partir d'une enquête de terrain de type ethnographique. Pour ces deux catégories d'acteurs, nous analysons les tensions apparaissant entre les différentes valeurs du bien manger et, nous discutons la capacité de la CANGT à rendre ces valeurs compatibles.

## « Manger autrement » dans le cadre de la transition agro-écologique

La question de la sécurité alimentaire dans le cadre de la TAE renvoie au fait de mieux manger. Mieux manger par rapport aux routines ancrées dans les standards de production et de consommation du régime conventionnel, c'est disposer d'une structure de droits et de libertés individuelles qui garantisse l'accès à une alimentation saine, propre et juste. En Guadeloupe, ce processus de sécurisation de l'alimentation passe par la valorisation de la PAF.

### « Manger autrement » : une question de droits et de libertés individuelles fondamentales

Piliers fondamentaux de la liberté individuelle, certains droits universels doivent pouvoir être atteints. La sécurité alimentaire est l'un de ces droits (Ruelle *et al.*, 2011). Ils correspondent à des aspirations universellement partagées servies par des capacités qui, comme l'indique Sen (1992), instaurent la dignité humaine.

La « capacité » est un « ensemble de vecteurs de fonctionnements, qui reflètent la liberté dont dispose actuellement la personne pour mener un type de vie ou un autre »<sup>1</sup>. Suivant Flipo, « analogue au pouvoir d'achat dans l'espace marchand, [la capacité] est un pouvoir d'être ou de faire<sup>2</sup> ». Elle désigne l'ensemble des capacités des individus qui se concrétisent dans la pratique. L'extension des capacités d'un individu améliore son bien-être (par exemple orienter ses ressources matérielles et/ou immatérielles pour bien manger).

L'approche en termes de capacité est pensée comme une approche générale du développement entendu comme une pluralité de fins supérieures à observer. Suivant cela, les systèmes alimentaires (en particulier alternatifs) constituent un moyen d'atteindre l'objectif supérieur de sécurité alimentaire, à savoir « bien manger ». Ils permettent de satisfaire des libertés individuelles.

Deux types de libertés existent : les *libertés substantielles* et les *libertés instrumentales*. Les premières détiennent une valeur intrinsèque alors que les secondes n'ont de valeur qu'au regard d'une finalité. Elles s'apparentent donc à des moyens pour servir une fin : la liberté substantielle. Par exemple, avoir la liberté de « bien manger » (liberté substantielle) fait sens au regard de différentes sortes de libertés instrumentales : manger à sa faim, soutenir un système de production qui préserve les patrimoines naturels et culturels, manger équitable, etc. Ces libertés instrumentales expriment en somme des revendications, s'accordent avec tout un ensemble de

1 Sen A. (1992), *Inequality Reexamined*, Oxford, Clarendon Press, p. 40.

2 Flipo F. (2018), « Pour une écologisation du concept de capacité d'Amartya Sen », *Éthique et économique*, 14, p. 53.

valeurs. Nous verrons, par la suite, que ces libertés instrumentales sont diversement agencées par les individus. Ces derniers combinent ainsi différents registres de valeur et augmentent de cette façon leurs libertés substantielles.

### « Manger autrement » : une question de valeurs

#### *Manger sain*

L'acte de manger répond à un besoin vital. Autrefois, assurer sa subsistance était directement lié à la disponibilité de l'offre et subsister engageait les individus à réduire l'incertitude pesant sur l'offre afin de ne pas courir le risque d'être dépourvus. Si, dans les sociétés industrielles, le paradigme techno-productif, au fondement du modèle conventionnel de production et de consommation, ne rend plus plausible le risque de manquer (sauf exclusion sociale), c'est davantage le risque d'être malade qui est mis en avant : perte des propriétés nutritionnelles élémentaires des produits, surnutrition, nocivité des intrants chimiques de synthèse pour les producteurs comme les consommateurs. Est ainsi introduit le rapport alimentation-santé dans l'acte de bien manger avec ce que cela signifie en termes de droits et de libertés individuelles.

L'alimentation ne relève plus du seul registre de l'appétit et du plaisir du consommateur, mais est désormais associée à la méfiance-défiance qu'il entretient quant aux modes de production. Depuis le début de la décennie 1990, les crises sanitaires successives (« vache folle », grippe aviaire, défaillance des dispositifs de traçabilité) ont, en effet, généré et entretenu la suspicion des consommateurs envers le système alimentaire globalisé qui s'éloigne de l'ambition de produire pour nourrir sainement et se résout à produire pour produire en générant des surplus.

#### *Manger propre*

L'instruction du rapport alimentation-santé amène à faire le lien entre la qualité sanitaire des aliments et les modes de produire. L'idée de produire mieux pour bien se nourrir est une exigence croissante des consommateurs, qui s'étend dans le temps et dans l'espace. Ces derniers font valoir une double conviction : manger propre, c'est manger sain ; manger propre est un objectif réaliste qui doit être observé dans le respect des droits et libertés fondamentales. Cet objectif doit être poursuivi, dès aujourd'hui et sur le long terme, en suivant le principe d'équité intergénérationnelle. Il appelle à renforcer le processus de transformation de l'activité productive à travers le développement d'alternatives.

Des alternatives productives innovantes doivent être trouvées. La valorisation de la biodiversité, fondement des pratiques

agro-écologiques, figure parmi ces alternatives pour promouvoir des agricultures doublement performantes (Guillou *et al.*, 2013), c'est-à-dire à même de satisfaire à la fois des objectifs de productivité et de préservation de l'environnement.

### *Manger juste*

Au-delà de manger sain et propre, l'aspiration des consommateurs dans le cadre de la TAE est de « manger juste ». On souligne, tout d'abord, que l'alimentation est devenue un marqueur social des inégalités. Les problèmes de santé publique en lien avec l'alimentation sont deux fois plus importants dans les catégories sociales les plus défavorisées que dans les autres (Obepi, 2012). Cette difficulté d'accès équitable à une alimentation saine est le reflet des effets irréversibles de cette fracture sociale. Les individus à faibles revenus consomment classiquement plus d'aliments bas de gamme que les individus à hauts revenus (Fumey, 2018), ce qui est peu satisfaisant sur le plan de l'équilibre nutritionnel, voire dangereux pour la santé.

Les revendications éthiques exprimées par les consommateurs pointent également que le prix des produits alimentaires issus du régime conventionnel n'est pas juste. D'abord, parce qu'il rémunère insuffisamment le travail des agriculteurs. Ensuite, parce que les *process* de production dont ils sont issus induisent des externalités environnementales négatives dont les coûts ne sont pas supportés par ceux qui en sont à l'origine.

La littérature montre que l'activation conjointe de ces différentes valeurs s'effectue à travers des systèmes alimentaires locaux (Rastoin, 2015). Ces systèmes favoriseraient une agriculture attentive au développement rural, aux aménités environnementales, contribuant à l'emploi et à la cohésion sociale, attachée à révéler un patrimoine paysager et architectural, des cultures alimentaires, des savoirs et des savoir-faire locaux. Elle mettrait davantage en scène une « agriculture de territoire » plutôt qu'une « agriculture de filière » (Rieutort, 2009). En Guadeloupe, un tel processus passe par la valorisation de la PAF.

### **« Manger autrement » en Guadeloupe : les enjeux de valorisation de la petite agriculture familiale**

En Guadeloupe, et plus généralement dans les petites économies insulaires de la Caraïbe, l'enjeu de la TAE tient dans la reconquête du marché intérieur (Angeon, 2011). Il s'agit de rompre avec l'héritage historique d'une structure de production et de consommation tournée vers l'extérieur et de revaloriser la production et la consommation locales. L'agriculture guadeloupéenne est dominée par des systèmes de production spécialisés et intensifs destinés à l'export (banane et canne à sucre), inscrits dans des filières bien organisées et répondant aux normes du régime productiviste. À côté de ces systèmes, existent

des systèmes diversifiés, de très petite dimension<sup>3</sup>, à faible intensité capitaliste, à caractère familial, en partie informels.

La PAF est généralement présentée comme un réservoir de pratiques agro-écologiques (INRA, 2015). Elle se caractérise aussi par la transmission de savoir-faire, par la production, la valorisation et la préservation de ressources dites traditionnelles. Sur cette base, la PAF est porteuse des valeurs du « manger autrement » qui associent à la fois des considérations identitaires (fruits et légumes constituant le bol alimentaire traditionnel), éthiques (avec des logiques d'inclusion d'agriculteurs habituellement en marge des circuits de production et de commercialisation formels), agro-écologiques (ces agriculteurs promeuvent des pratiques et innovations respectueuses de l'environnement), sociales (dynamiques de création de liens sociaux par l'approvisionnement des marchés en vente directe).

Consciente de l'importance de la PAF sur son territoire et de son potentiel de développement, la CANGT, créée en 2014 (voir fig. 1), entreprend le projet Lizin Santral (LS). Entrant en fonction en 2020, LS s'inscrit dans la volonté intercommunale d'un développement agricole et rural durable visant à permettre à la population locale de recouvrer une liberté fondamentale : celle de bien manger.

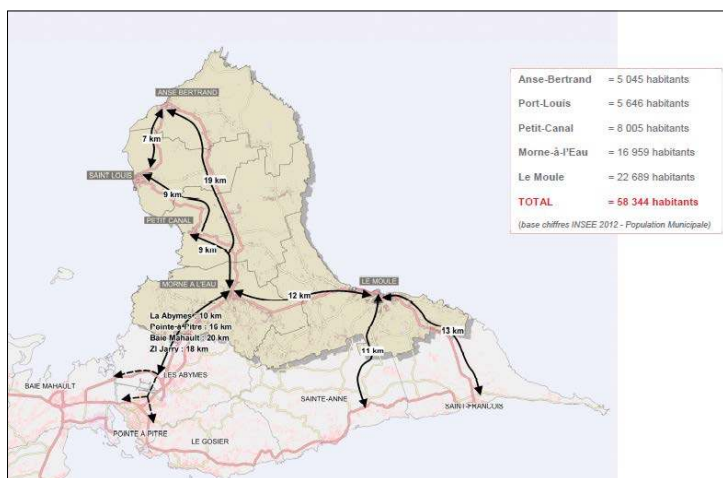


Fig. 1. Représentation cartographique du territoire de la CANGT  
Source : CANGT 2015.

**3** 81 % des exploitations agricoles présentent une faible taille économique avec une production brute standard inférieure à 25 000 euros par an (Agreste, 2017). Les exploitations de moins de 3 ha représentent 60 % des exploitations totales (Agreste, 2015).



## **Manger local pour « manger autrement » : représentations et normes d'action au Nord Grande-Terre**

Nous analysons, à partir de leurs discours, les représentations d'agriculteurs et d'acteurs institutionnels quant à l'ambition de « manger autrement » à travers la politique de reterritorialisation de l'alimentation envisagée avec LS. L'analyse des valeurs sous-jacentes à leurs représentations fait apparaître chacune de ces catégories d'acteurs comme homogènes. Apparaissent néanmoins des divergences de représentations entre ces catégories d'acteurs qui semblent difficilement conciliables.

### *Methodologie suivie*

Analyse des valeurs sous-jacentes à l'objectif de manger local au Nord Grande-Terre s'appuie sur une enquête de terrain qui s'est étendue sur six mois (septembre 2017-mars 2018). L'enquête de type ethnographique a mobilisé deux techniques principales de recueil de données : l'observation non participante (notamment lorsque l'enquêteur a assisté à des réunions organisées sur le territoire communautaire par des parties prenantes du monde agricole ou en lien avec LS) et les entretiens individuels approfondis (entretiens semi-directifs). Nos éléments de compréhension du terrain se sont enrichis de lectures sur le Nord Grande-Terre mais également de rencontres avec des personnes ressources : chercheurs en agronomie, en histoire et en socio-anthropologie spécialistes de la Guadeloupe et du Nord Grande-Terre. Les entretiens ont été conduits auprès de 40 personnes, parmi lesquelles : (i) Des agriculteurs isolés ou insérés dans les collectifs suivants : Agrilokal (groupement d'intérêt économique) dont l'objectif est d'approvisionner LS, Les racines de l'agriculteur (groupement associatif) qui assure la gestion de la Maison de l'agriculteur dédiée à la vente de produits agricoles locaux naturels ou transformés, l'Association des producteurs agricoles ansois qui organise des marchés de plein air et travaille à la création d'une filière de plantes à tubercules, les groupements de producteurs Gwad'Igname et Agrimal. (ii) Des acteurs institutionnels du Nord Grande-Terre, du conseil et de l'encadrement agricole de la Guadeloupe. Ces acteurs sont considérés comme des acteurs clés, c'est-à-dire comme disposant de ressources (en termes d'information par exemple) ou d'attributs (en termes de capacité d'action) au regard des thèmes d'intérêt. L'échantillon de la population d'enquêtés est déterminé de proche en proche selon la méthode dite de la boule de neige (Mitchell *et al.*, 1997). La taille de l'échantillon est définie par triangulation, c'est-à-dire lorsque plus aucune nouvelle personne n'est identifiée par les précédentes personnes enquêtées. La liste des personnes à interroger est alors stabilisée.

### **Les représentations des agriculteurs : une production locale et saine légitimée par des savoir-faire traditionnels**

Combinant plusieurs registres de valeurs, les représentations des agriculteurs montrent leur attachement à des valeurs écologiques et culturelles.

*La dimension agro-écologique des pratiques locales :  
des savoirs et des techniques vernaculaires*

Bien que n'ayant pas les mêmes visions et systèmes de pensée que « les anciens », les discours des agriculteurs font une large place aux souvenirs de leurs aïeux qui « regardaient le champ chaque matin », « touchaient » les plantes, « les écoutaient », savaient « patienter » pour agir au bon moment et à bon escient. Leurs propres pratiques culturales en sont directement inspirées. L'exemple des « anciens », dont les savoir-faire se sont transmis à la génération des agriculteurs d'aujourd'hui par observation et oralité, influence et inspire une agriculture raisonnée, avec un recours mesuré aux produits phytosanitaires. Les motivations de ces pratiques agro-écologiques (« propres ») sont d'ordre économique (coût des produits phytosanitaires). Sont également évoqués des arguments liés aux limites des techniques conventionnelles et ce, d'autant plus que la formation Certi-Phyto (Plan Ecophyto : certificat pour sécuriser l'usage des produits phytopharmaceutiques) suivie par plusieurs des agriculteurs interrogés a contribué à les sensibiliser aux dangers des produits chimiques pour la santé humaine.

*La mobilisation des arguments de la santé et de l'équité  
intergénérationnelle dans la rhétorique des agriculteurs*

Cette sensibilité des agriculteurs aux pratiques agro-écologiques est fondée sur des aspirations en termes de préservation de la santé humaine et particulièrement celle des enfants. Autrement dit, l'argument de la santé publique est celui par lequel les pratiques agro-écologiques sont justifiées et c'est également celui qui est mobilisé dans la perspective de leur plus forte écologisation. Les agriculteurs qui aspirent à alimenter LS entendent fournir des produits de « qualité » aux élèves des cantines scolaires du territoire, c'est-à-dire des produits « sains » (non pollués), issus d'une terre « propre » et de pratiques culturales réfléchies, souvent inspirées des pratiques « traditionnelles ». Le respect des valeurs traditionnelles, au regard du rapport homme-nature qu'il véhicule, est présenté comme un moyen d'atteindre les objectifs de santé publique. De ce point de vue, les connaissances des agriculteurs apparaissent comme un patrimoine territorialement ancré à préserver.

*Le périmètre spatial du local : le local c'est le Nord*

Le projet LS s'est présenté comme une occasion « de faire exister le Nord ». Et c'est au nom d'une certaine vision du « Nord », caractérisée par son unité historique (particularismes hérités du passé), ses principes de solidarité (liens familiaux et de voisinage) et la qualité de ses sols, que s'est par exemple constitué Agrilokal (regroupant une vingtaine de producteurs) pour alimenter prioritairement le « Nord » à travers LS.

Les agriculteurs interrogés expriment la fierté d'être un agriculteur guadeloupéen vivant dans le Nord Grande-Terre. Il y a l'envie de défendre et de valoriser le lieu où l'on vit, la terre que l'on cultive. Il y a encore le caractère motivant de nourrir « les enfants du Nord » avec les « produits du terroir ». Il y a enfin l'ambition de faire du Nord Grande-Terre la vitrine de la Guadeloupe avec une production de qualité à fort ancrage territorial et capable de faire face à la concurrence des produits importés.

### **Les représentations des acteurs de la CANGT : une production locale saine légitimée par l'identité agricole du territoire et le recours aux OP**

Les acteurs de la CANGT déclarent que les agriculteurs les plus « concernés » par LS appartiennent au territoire intercommunal. La CANGT entend garantir la qualité des produits tout en sécurisant les revenus des agriculteurs. Elle priorise des valeurs sanitaires et éthiques.

#### *Une ambition de créer les conditions d'un marché porteur avec la constitution d'une demande fiable et régulière*

LS entend favoriser l'introduction dans la restauration collective d'aliments produits « localement » dans une perspective de lutte contre l'aliénation culturelle. Les acteurs de la CANGT souhaitent initier, de cette manière, un processus de long terme en rapprochant les producteurs et les consommateurs locaux. Au-delà de cet enjeu, des objectifs de santé publique sont énoncés. À travers la promotion d'une alimentation de « qualité », est exprimée l'idée de produire *via* LS des aliments à haute valeur nutritionnelle. Car avec 80 % de l'alimentation importée, les aliments consommés par les Guadeloupéens sont pour la plupart industriels et transformés, avec un indice glycémique élevé, favorisant le surpoids, l'obésité et le diabète, pathologies très présentes sur le territoire.

LS est aussi présentée comme une opportunité de créer une demande fiable, régulière et suffisamment importante pour sécuriser le revenu des producteurs.

#### *Une exigence de sécurité sanitaire des produits*

La restauration scolaire est soumise à des exigences en termes de qualité à la fois sanitaire et nutritionnelle des produits. LS devra se procurer des aliments de qualité compatibles avec ces prescriptions réglementaires. Pour cela, un principe de contractualisation avec des organisations professionnelles de producteurs (OP) est imposé. Ces dernières, qui centralisent et commercialisent les productions de leurs membres, sont considérées comme des structures

opérationnelles à même de respecter le rigoureux cahier des charges des cantines scolaires.

Financée sur fonds européens et régionaux, LS va devoir se soumettre à des principes réglementaires stricts liés au code des marchés publics. Le choix de l'OP, approuvé par les services instructeurs pour approvisionner LS, est ainsi lié à ces contraintes d'attribution de marché.

Finalement, si les acteurs interrogés s'accordent sur l'identité agricole du territoire du Nord Grande-Terre, la CANGT convoque essentiellement l'argument de la qualité sanitaire des produits. La référence à l'agro-écologie est intrinsèquement liée aux pratiques traditionnelles des agriculteurs qui se seraient conservées de manière privilégiée au Nord Grande-Terre.

### **La CANGT : une échelle de mise en cohérence entre des représentations ?**

Rompre avec la standardisation des normes de consommation en se (ré)appropriant les produits du terroir, (ré)apprendre les rudiments d'une alimentation saine et équilibrée s'inscrivent dans l'objectif général de sécurité alimentaire porté par la CANGT. Le principe d'adhésion à une OP est présenté comme un moyen d'atteindre cet objectif. Néanmoins, cette règle d'action est susceptible de générer un certain nombre d'effets non voulus.

*LS : un dispositif qui risque à terme d'être peu intégrateur*

Les quatre OP que compte la Guadeloupe pourront prétendre répondre aux marchés publics initiés par LS. Ces OP, dont une seule est située sur le territoire de la CANGT, représentent 127 producteurs de fruits et légumes, soient 1,6 % des producteurs en diversification. En d'autres termes, plus de 98 % des producteurs seront exclus de LS.

L'affiliation à une OP implique le respect de règles jugées contraignantes par les agriculteurs : approvisionnement exclusif, production régulière à fort volume, suivi d'une comptabilité. Une des raisons des échecs de ce modèle coopératif avancées par les agriculteurs est l'inadéquation entre l'objectif des OP (être en relation avec des exploitations relevant d'une logique de production de gros volumes à commercialiser) et celui des petites exploitations familiales qui s'inscrivent généralement dans des logiques autres et remplissent diverses fonctions (domestiques, sociales, paysagères, etc.). Ainsi, ce mode d'organisation constitue une forme de verrou qui risque de fermer l'accès des petits agriculteurs à LS.

*LS : un dispositif multilocal*

À terme, les porteurs du projet estiment que LS sera fournie, à hauteur de 20 %, par les agriculteurs du Nord Grande-Terre. Cette proportion semble surévaluée et tout laisse à penser qu'elle restera marginale. Si la CANGT présente le Nord Grande-Terre comme « le bassin alimentaire » de la Guadeloupe, il nous est indiqué que LS sera approvisionnée par des produits cultivés « ailleurs », sur les autres territoires de la Guadeloupe, voire en dehors du département. Les porteurs du projet LS eux-mêmes n'évacuent aucunement la possibilité d'importer de pays de la Caraïbe la matière première à transformer car la production locale n'est pour l'heure pas en mesure de répondre à la demande. Pour la CANGT, il s'agit d'une configuration préférable à celle du maintien d'un niveau élevé d'importations en provenance de l'Hexagone. La notion de local prend alors un sens étendu, qui dépasse la seule limite du Nord.

*LS : la cristallisation d'un hiatus entre les représentations des agriculteurs et des acteurs institutionnels associés au manger autrement*

LS vise à satisfaire un droit fondamental en améliorant les « conditions nutritionnelles des populations » par la transformation des pratiques alimentaires. Or, « impulser un changement des pratiques alimentaires signifie aussi influencer les processus de construction des identités<sup>4</sup> ». « Les pratiques alimentaires sont un mode de confirmation des identités et d'énonciation de soi<sup>5</sup> » et sont, à bien des égards, le support d'identités individuelles et collectives. Le changement des pratiques alimentaires, souhaité par la CANGT, éclaire la « fonction identitaire » de l'alimentation.

En interrogeant les pratiques « recommandées » et attendues dans le cadre du dispositif d'action publique de reterritorialisation de l'alimentation qu'est LS, nous mettons au jour une tension entre l'objectif de sécurisation sanitaire (se procurer des aliments mis en conformité) et de sécurisation identitaire et sociale (s'assurer d'une forme de qualité symbolique, voire revendiquer une appartenance territoriale). Cette situation est bien loin de correspondre à la définition du local qui faisait l'unanimité chez les agriculteurs : « Le local, c'est le Nord. » Le dispositif LS, censé essaimer et entraîner les producteurs du Nord, risque de mener à une logique contraire d'exclusion. Il ne permettra pas, en outre, de vérifier les attributs agro-écologiques des produits, la traçabilité des produits n'étant pas considérée comme fiable dans un contexte où les réglementations des États indépendants de la Caraïbe et d'Amérique latine sont

4 Héron R. (2016), *Les mangeurs urbains burkinabè...*, op. cit., p. 11.

5 *Ibid.*, p. 113.

jugées moins contraignantes que celles de l'Union européenne. On s'éloignerait ainsi des valeurs agro-écologiques et d'équité du bien manger en Guadeloupe.

## Conclusion

L'étude socio-anthropologique menée au Nord Grande-Terre montre que LS s'inscrit dans un système concret d'actions visant à promouvoir la production et la consommation locales. Le travail d'analyse des représentations montre que, loin d'être unifié, le territoire institutionnel de la CANGT se compose de sous-territoires, construits par des collectifs d'acteurs, dont les représentations et normes d'action divergent. Il y a des petits groupes de producteurs du Nord, atomisés, mais qui partagent un même système de représentations et d'actions autour de pratiques à tendance agro-écologique, avec une vision du « bien manger » qui tend à l'alignement des valeurs sanitaires, éthiques et écologiques. Il y a aussi des sous-territoires de représentations et d'actions relevant d'une logique utilitariste inscrite dans la continuité du modèle dominant : spécialisation productive, grands volumes de production, obligation d'être en OP.

La CANGT peine à jouer son rôle de liant territorial à la fois sur les plans économique (assurer un processus pérenne de création de richesse dont les fruits seraient répartis localement), social (réduire les inégalités, éviter les dynamiques d'exclusion) et environnemental (promouvoir des valeurs agro-écologiques et les intégrer dans un processus concret d'actions). Cette entité territoriale apparaît plus comme un lieu de mise en tension des systèmes de représentations et de valeurs tissés autour du « bien manger local » qu'une arène de mise en cohérence. Il conviendrait alors de créer ces instances de dialogue et de concertation pour coconstruire une politique de sécurisation de l'alimentation en Guadeloupe qui contribue, de manière effective, à l'écologisation des pratiques agricoles et soit socialement inclusive.

## Bibliographie

- Agreste (2015) et (2017), *Mémento de la statistique agricole*, DAF Guadeloupe.
- Alkon A. H., Agyeman J. (dir.) (2011), *Cultivating Food Justice: Race, Class, and Sustainability, Food, Health, and the Environment*, Cambridge, MIT Press.
- Angeon V. (2011), « De la nécessité d'une agriculture innovante dans les départements français d'Amérique », *Innovations agronomiques*, 16, p. 217-238. En ligne : <https://www6.inra.fr/ciag/content/download/3717/35879/file/Vol16-17-Angeon.pdf>
- Angeon V., Bates S. (2015), « L'agriculture, facteur de vulnérabilité des petites économies insulaires ? », *Région et développement*, 42, p. 105-130. En ligne : [http://region-developpement.univ-tln.fr/fr/pdf/R42/06\\_Angeon\\_Bates.pdf](http://region-developpement.univ-tln.fr/fr/pdf/R42/06_Angeon_Bates.pdf)

- Aubry C., Chiffolleau Y. (2009), « Le développement des circuits courts et l'agriculture périurbaine : histoire, évolutions en cours et questions actuelles », *Innovations agronomiques*, 5, p. 53-67.
- Flipo F. (2018), « Pour une écologisation du concept de capabilité d'Amartya Sen », *Éthique et économie*, 14, p. 51-63. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-natures-sciences-societes-2005-1-page-68.htm>
- Fumey G. (2018), *Géopolitique de l'alimentation*, Paris, Éditions Sciences humaines.
- Fumey G. (2010), *Manger local, manger global, l'alimentation géographique*, Paris, CNRS Éditions.
- Guillou M., Guyomard H., Huygue C., Peyraud J.-L. (2013), *Le projet agro-écologique. Vers des agricultures doublement performantes pour concilier compétitivité et respect de l'environnement*, ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.
- Héron R. (2016), *Les mangeurs urbains burkinabè, entre satisfaction et sécurisation alimentaires*, thèse de sociologie, Paris, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- Holloway L., Kneafsev M., Venn L., Cox R., Dowler E., Tuomainen H. (2007), « Possible Food Economies: A Methodological Framework for Exploring Food Production Consumption Relationships », *Sociologia Ruralis*, 47/1, p. 1-18. DOI : 10.1111/j.1467-9523.2007.00427.x
- INRA (2015), *Trans'Act. Pour une petite agriculture familiale, vers une performance socio-économique dans une logique agro-écologique*, actes de séminaire, Le Gosier, Guadeloupe.
- Mitchell R. K., Agle B. R., Wood D. J. (1997), « Toward a Theory of Stakeholder Identification and Salience: Defining the Principle of Who or What Really Counts », *Academy of Management Review*, 22/4, p. 853-886. DOI : 10.2307/259247
- Morgan K, Marsden T., Murdoch J. (dir.) (2006), *Place, Power and Provenance in the Food Chain*, Londres, Oxford University Press.
- Obepi (2012), *Enquête épidémiologique nationale sur le surpoids et l'obésité*, Inserm, Kantar Health, Roche. En ligne : [http://www.roche.fr/content/dam/roche\\_france/fr\\_FR/doc/obepi\\_2012.pdf](http://www.roche.fr/content/dam/roche_france/fr_FR/doc/obepi_2012.pdf)
- Rastoin J.-L. (2015), « Éditorial. Les systèmes alimentaires territorialisés : considérations théoriques et justifications empiriques », *Économies et sociétés*, 49/37, p. 1155-1164. En ligne : [https://www.resolis.org/upload/journal/document/26\\_20160702\\_journal\\_12\\_sat\\_my\\_dity\\_ranny\\_e.pdf](https://www.resolis.org/upload/journal/document/26_20160702_journal_12_sat_my_dity_ranny_e.pdf)
- Rastoin J.-L., Ghersi G. (2010), *Le système alimentaire mondial. Concepts, méthode d'analyse et dynamiques*, Versailles, Quæ.
- Rieutort I. L. (2009), « Dynamiques rurales françaises et re-territorialisation de l'agriculture », *L'information géographique*, 73/1, p. 30-48. DOI : 10.3917/lig.731.0030
- Ruelle M. L., Morreale S. J., Kassam K.-A. S. (2011), « Practicing Food Sovereignty: Spatial Analysis of an Emergent Food System for the Standing Rock Nation », *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, 2/1, p. 163-179. En ligne : <https://foodsystemsjournal.org/index.php/fsj/article/view/104>
- Sen A. (1992), *Inequality Reexamined*, Oxford, Clarendon Press.